

CARNETS SUR SOL

Sophismes au quotidien

La pratique du sophisme dispose de plusieurs armes courantes.

Notes

[1] Seconde acception dans la définition du TLF.

On pense bien entendu à la plus grossière, **le faux rapport logique**, facilement décelable pour l'auditeur attentif. Sauf lorsque ce rapport arbitraire est de nature culturelle, auquel cas, il peut échapper même à son producteur.

Une faute est commise, il faut donc la punir (version très répandue), voire l'expié (religions du Livre). Ce n'est pas une nécessité absolue sur une faute-hapax, mais c'est une structure communément admise.

L'Europe est un projet moral. Voilà une chose que je n'ai jamais comprise. En quoi l'agrandissement d'un territoire est-elle positif et moral ? La bonne entente entre les peuples, certes, mais est-elle vraiment améliorée par le lobbying européen ? La cohabitation fraternelle existe-t-elle mieux dans l'Europe ? A l'usage, oui, mais est-ce à un degré suffisant pour justifier absolument la construction ? Je ne le crois pas. D'autres raisons peuvent plaider en sa faveur, il faut composer avec son existence, etc. - et c'est pour cela que je votai Oui. Il n'empêche que cette relation morale n'est pas si évidente.

Il y a révolte à cause de l'injustice. L'injustice génère parfois des révoltes, mais toutes les révoltes sont-elles fondées rationnellement sur ce critères ? Prenons la révolte des jeunes face aux parents - ce n'est pas nécessairement fondé sur des maltraitance. Sans parler des révoltes "utiles". Bref, on peut expliquer la chose par différents critères. Mais c'est un réflexe très habituel que d'exercer l'empathie à tout propos - sans doute facilité par la représentation

médiatique, qui donne une représentation plus complète et complexe de l'humanité que les rumeurs de jadis, sans parler de la réflexion philosophique mêlée propre au vingtième siècle passé. J'y pense bien sûr autour du défilé d'experts dans les médias pour expliquer tous les saccages urbains de fin 2005 comme s'il s'agissait d'un phénomène de grande masse - une centaine de voitures brûlées en tout, il me semble, ce qui n'est tout de même pas le fait d'une population entière qui se soulève. Et l'expliquer par la désespérance. Pourtant, les quartiers visés, largement défavorisés, n'ont pas, loin s'en faut, suivi dans une belle unité le mouvement.

Bref, voilà quelques exemples d'un premier type de sophisme : le faux rapport logique masqué par l'évidence culturelle, les habitudes de pensée (justifiées ou non, peu importe).

Il y a ensuite, en plus fin, **la subtilité logique, le méandre inexploré du raisonnement**, le contre-argument omis qui permet de convaincre en exposant ses raisons. Généralement plus efficace que la lecture à rebours des éléments défavorables à sa position. Ce type d'usage est caractéristique de l'argumentation partisane, grossissant et omettant.

Que ce soient les questions de 'bilan politique' en campagne électorale ou lors des singeries des questions du mercredi. Ou les postures idéologiques diverses : explication univoque ou fantasmée d'un problème (les actionnaires du CAC 40 sont ainsi la cause de la prostitution), démonstrations théologiques tortueuses de la véracité irréfutable, absolue et unique de la vraie religion (démonstrations répandues dans la plupart d'entre elles, ce qui pose quelque problème d'interprétation des résultats globaux), et bien d'autres moins tapageuses mais du même ordre.

Dans ces cas, la plupart du temps, l'argumentation est bien présente, au moins en amont (l'appauvrissement du monde via les actionnaires, chez les antimondialistes) ; seulement elle limite les arguments utilisés, ou les surinterprète.

Je passe sur bien d'autres procédés pour aboutir à celui qui m'amène à écrire sur le sujet aujourd'hui : l'une des armes les plus sûres dans la pratique du sophisme est, à mon sens, **le jeu avec les critères**. Un manquement logique est toujours, d'une manière ou d'une autre, vérifiable, lorsqu'il intervient dans la chaîne du raisonnement.

Lorsqu'il est en amont, en revanche, contrairement au sophisme usuel, qui peut aboutir à un résultat faux (*tout ce qui est rare est cher ; le gigot bon marché est rare ; donc le gigot bon marché est cher*), on obtient une vérité impeccable, à ceci près que le choix des critères initiaux est biaisé. Redoutablement efficace.

J'y pense à propos de la phrase suivante, prononcée par un expert invité à s'exprimer sur la pauvreté. En substance : *On dit qu'on n'a pas d'argent pour payer les retraites. Pourtant, en 45, lorsqu'on a mis en place le système, la France était à genoux, et on a bien trouvé l'argent pour le faire. C'est donc une question de priorités.*

Écoutée simplement, la démonstration est irréfutable. Cela dit, plusieurs problèmes se posent.

Le propos historique est flou. L'instauration des retraites date des années dix, pour que les travailleurs les plus brisés par le travail d'une vie ne meurent pas de faim lorsque, incapables de travailler en raison de l'âge, ils ne peuvent plus subvenir à leurs besoins. Prévu pour des professions du genre de mineur, où l'on pouvait toucher une pension à soixante-cinq ans et où l'espérance de vie était de quarante ans. Autant dire que la chose était finançable.

J'ignore s'il était plutôt question du système par répartition à la française, mais il faudrait quelques éléments supplémentaires sur la démographie pour pouvoir juger.

Car c'est bien là que réside le sophisme. Les retraites ne sont plus finançables dans la mesure où

la durée de la vie ayant considérablement augmenté,

la retraite étant devenue non plus une exception salvatrice mais un droit de jouissance systématique (ce qui est admirable, bien entendu !)

l'âge de la retraite ayant été toujours avancé et (mis à part en 2002) jamais reculé,

le nombre de naissances étant trop réduit pour renouveler les actifs et surtout soutenir les inactifs toujours plus nombreux,

sans parler de l'allongement du temps de formation et des difficultés à trouver le premier emploi,

ou à cotiser de façon stable, sans interruption.

Or, la démographie d'aujourd'hui n'est plus comparable à celle des années cinquante, et le modèle n'en est plus applicable. Il le serait dans les pays qui n'ont pas achevé leur transition démographique.

La chose est simple : financer de grandes sommes est plus facile avec une population moins riche mais très nombreuse qu'avec une population un peu plus riche mais moins nombreuse,

surtout que l'écart entre les deux nombres, de 1950 à 2000, ne s'est pas maintenu de façon proportionnelle.

Bref, assurer que la France aurait les possibilités de financer encore longtemps les retraites sans grand effort relève de l'omission dans la formulation même de la perspective, qui choisit d'étudier le PIB par habitant comme seul critère - auquel cas la démonstration fonctionne parfaitement, même si elle ne peut en aucun cas rejoindre la réalité.

C'est un type de sophisme particulièrement efficace, et qui laisse méditer combien il peut être malaisé de rendre sa place à un constat supposément objectif, dont on ne connaît déjà pas la méthode, mais pas non plus clairement les critères préalables.

L'émission en question, autour de la pauvreté (*c ds l'r*, 15 novembre), laisse aussi planer des réflexions gênantes et vites écartées : qu'est-ce qu'être pauvre en France ?

Il ne s'agit naturellement pas de nier la pauvreté, ni son ampleur. Mais le problème est que les besoins ont augmenté, aussi, et les commentateurs ne s'en sont pas cachés, le besoin d'une télévision, de plusieurs paires de chaussures, d'un téléphone, d'une voiture, voire d'un téléphone cellulaire et d'une connexion Internet, sont considérés comme inaliénables. Cela pose problème si on définit ces populations comme n'ayant pas de quoi se nourrir - même si cela peut être tout à fait vrai, une fois ces 'incontournables' acquittés.

Là aussi, on peut naviguer de façon très difficilement définissable entre la pauvreté et la 'simple' modestie, selon les critères préalablement choisis - et qui ne sont pas toujours clairement explicités.

Ce n'est pas nécessairement une question d'idéologie - mais il faut sans cesse prendre garde aux critères (et aux méthodes, il va sans dire) qui produisent des chiffres comme le "12 millions de pauvres en France", chiffre que je n'ai aucun moyen de confirmer ou d'infirmer, mais qui, d'après ces détails, me semble susceptible d'être interrogé : *12 millions de pauvres*, selon quel critère qui définit préalablement la pauvreté ?

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de nier la réalité des manques ressentis par les familles modestes, qui même pourvues de CDI, ont parfois, en toute objectivité, des problèmes pour boucler le mois. Simplement, les mots mis sur les situations, ainsi que les conséquences qu'on en tire, doivent être interrogés, sans céder à la seule émotion à l'annonce de chiffres forts.

Cette situation est particulièrement parlante, parce que, par pudeur, on n'ose pas souvent l'interroger.

Bref, sans stigmatiser invariablement ces discours, gardons-nous bien de ces dangereux sophismes-là, volontaires ou non, mais prompts à manipuler si habilement toute pensée.

Notes

[1] Ou, si vous préférez, 'l'action menée par des groupes de pression sur les institutions européennes' - mais c'est plus long. Le problème des termes anglais n'est pas qu'ils sont

anglais, mais que leur signification, de même que pour tout jargon, n'est pas forcément limpide pour tous - et qu'on ne la trouve pas dans les dictionnaires. Ce n'est pas pour autant qu'il faut inventer des termes francisants tout aussi incompréhensibles - voire légèrement ridicules.

[2] Je précise tout de suite que je n'ai aucun élément pour estimer ce qui a pu se produire exactement ; je me contente de faire état de ma perplexité devant les raccourcis de _discours_ de ceux qui l'expliquent.

Copyright : DavidLeMarrec - 2006-11-16 17:47:01